



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις  
τῇ 23 Ἀπριλίου 1952

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

Ἀριθμὸς φύλλου 103

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2073.

*Περὶ κηρώσεως τῆς μετὰ τὴν Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας  
μορφωτικῆς Συμφωνίας τῆς 20ῆς Ἀπριλίου 1951.*

**ΠΑΥΛΟΣ**  
**ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Ἐψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς ὑπογράφουμεν  
καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται, ἔχουσα πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχύν, ἡ ἐν Ἀγκυρᾷ ὑπογραφεῖσα τὴν 20ῆν Ἀπριλίου 1951 μετὰ τὴν Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας, μορφωτικὴ Συμφωνία ἧς ἔπεται τὸ κείμενον εἰς τὴν Γαλλικὴν μετὰ μεταφράσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν.

2. Ἡ ἰσχὺς τῆς Συμφωνίας ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς παρελεύσεως δεκαπενθημέρου μετὰ τὴν ἐν Ἀθήναις ἀντιλλαγὴν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως αὐτῆς.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἀπριλίου 1952

**ΠΑΥΛΟΣ**

**Β.**

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργὸς  
**ΣΟΦ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἀπριλίου 1952.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς  
**ΔΗΜ. ΠΑΠΑΣΠΥΡΟΥ**

ACCORD CULTUREL  
ENTRE LE ROYAUME DE GRÈCE ET LA RÉ-  
PUBLIQUE DE TURQUIE

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement Turc.

Désireux de conclure un Accord dans le but de promouvoir par le moyen d'une amicale coopération et d'échanges, l'entente la plus complète possible entre leurs pays respectifs dans le domaine intellectuel, artistique et scientifique, ainsi que la compréhension des institutions et de la vie sociale de leur pays.

Ont en conséquence nommé, dans ce but, des Plénipotentiaires qui, dûment mandatés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Chaque Gouvernement Contractant s'emploiera de son mieux à assurer la création, dans les universités ou autres établissements d'enseignement situés sur son territoire, de chaires, cours ou conférences traitant de la langue, de la littérature et de l'histoire du pays qui s'y rapportent.

Article 2.

Chaque Gouvernement Contractant pourra établir des instituts culturels sur le territoire de l'autre, à condition de se conformer aux dispositions générales de la législation du pays réglant l'établissement de tels instituts.

Article 3.

Les Gouvernements Contractants encourageront les échanges entre leurs pays respectifs, de personnel universitaire, de professeurs, d'étudiants, de chercheurs scientifiques, de techniciens et de représentants d'autres professions et activités.

Article 4.

Si les droits d'inscription et autres, pour les universités ou pour les instituts scientifiques d'un Gouvernement Contractant, sont plus élevés dans un pays que dans l'autre, le Gouvernement Contractant du pays où les droits sont le plus élevés, envisagera la possibilité de réduire les droits, pour un nombre admis d'étudiants au montant en vigueur dans le pays de l'autre Partie Contractante en tenant compte du nombre d'étudiants de son propre pays qui étudient dans l'autre pays.

Article 5.

Chaque Gouvernement Contractant créera des subsides et des bourses d'études afin de permettre aux étudiants et aux gradués du pays de l'autre Gouvernement Contractant de passer un certain temps dans le pays du premier dans le but d'y entreprendre des études ou des recherches ou de parfaire leur formation technique.

Article 6.

Les Gouvernements Contractants encourageront, autant que possible, la collaboration la plus étroite entre les sociétés savantes de leurs pays respectifs en vue d'une assistance mutuelle dans le domaine des activités intellectuelle, artistique, scientifique, civile et sociale.

Article 7.

Chaque Gouvernement Contractant facilitera, à la requête de l'autre Partie et pour autant que ce sera pratiquement possible, les recherches scientifiques et culturelles faites sur son territoire par les nationaux ou un groupe de nationaux de l'autre Partie.

Article 8.

Les Gouvernements Contractants étudieront les conditions dans lesquelles pourra être reconnue l'équivalence des examens—les examens d'entrée aussi

bien que les examens de promotion—subis, en vue d'acquérir un grade académique légal ou, dans des cas déterminés dans un but professionnel, dans le territoire de l'un ou de l'autre pays avec les épreuves qui y correspondent dans l'autre.

Article 9.

Chaque Gouvernement Contractant encouragera l'institution de cours de vacances destinés au personnel universitaire, aux professeurs, aux étudiants ainsi qu'aux élèves (a) d'un pays sur le territoire de l'autre et (b) inversement de ce dernier pays sur le territoire du premier.

Article 10.

Les Gouvernements Contractants encourageront, par la voie d'invitations et de subsides, les visites réciproques de délégations choisies à cet effet dans le but de promouvoir la collaboration culturelle et professionnelle.

Article 11.

Les Gouvernements Contractants encourageront la coopération entre les organisations de jeunesse et les organisations d'adultes qui poursuivent un but éducatif et qui sont reconnues par leurs pays respectifs.

Ils stimuleront le rapprochement, les rencontres et l'aide réciproque dans le domaine des sports et du scoutisme et organiseront des voyages et des camps de scoutisme.

Article 12.

Les Gouvernements Contractants se prêteront assistance mutuelle afin d'assurer dans chaque pays une meilleure connaissance de la culture de l'autre, au moyen :

- a) de livres, de périodiques et d'autres publications ;
- b) de conférences et de concerts ;
- c) d'expositions d'art et d'autres expositions à caractère culturel ;
- d) de représentations dramatiques ;
- e) de la radio, de films, de disques et d'autres moyens mécaniques.

Article 13.

Les Gouvernements Contractants se prêteront assistance pour :

L'échanges des objets anciens et de musée, dont les deux pays possèdent des pièces en surplus.

Informers les spécialistes intéressés du pays voisin des travaux de recherches et de fouilles archéologiques, de la réparation ou de la restauration des monuments historiques, ou les inviter à prendre part à ces travaux, assurant ainsi la coopération mutuelle soit dans l'exécution des travaux, soit dans l'appréciation des résultats obtenus.

L'autorisation réciproque, dans le cadre des législations respectives des deux Pays Contractants, de tirer des moulages du matériel ancien et de musée, de photocopier les manuscrits conservés dans les bibliothèques, de transmettre lesdits manuscrits à titre provisoire et d'en échanger les exemplaires en surplus ainsi que d'utiliser les documents et registres de toutes sortes d'archives d'Etat (y compris les archives des tribunaux et du cadastre) pour les études d'histoire.

Article 14.

Les Gouvernements Contractants veilleront, dans les limites consenties par la législation intérieure respective, à ce que les manuels scolaires publiés dans les deux pays, ne contiennent pas d'inexactitudes ayant trait à chacun des deux pays.

Article 15.

Les Gouvernements Contractants se consulteront sur l'opportunité d'encourager des réunions d'expert et des conférences pour l'étude des problèmes cultu-

rels et scientifiques intéressant la zone géographique dans laquelle sont compris les deux pays.

Article 16.

Il sera constitué, en vue de l'application du présent Accord, une Commission Mixte Permanente comprenant quatre membres qui ne doivent pas nécessairement être des agents de l'Etat. Cette Commission comprendra deux sections, l'une composée de membres grecs et siégeant à Athènes, l'autre composée de membres turcs et siégeant à Ankara. Chaque section comprendra deux membres. Le Ministère Hellénique de l'Instruction Publique, d'accord avec le Ministère Hellénique des Affaires Etrangères, désignera les membres de la section grecque et le Ministère turc de l'Education Nationale, d'accord avec le Ministère turc des Affaires Etrangères, désignera les membres de la section turque. Chaque liste sera transmise pour approbation à l'autre Gouvernement Contractant, par la voie diplomatique.

Article 17.

La Commission Mixte Permanente se réunira en séance plénière chaque fois que la nécessité s'en fera sentir et au moins une fois par an, alternativement en Grèce et en Turquie. Pour ces réunions, les Commissions seront complétées par un cinquième membre qui sera désigné par le Gouvernement du pays dans la capitale duquel la réunion aura lieu.

Article 18.

1. Une des premières tâches de la Commission Mixte sera de procéder, au cours d'une séance plénière, à l'élaboration des propositions détaillées pour l'application du présent Accord. Après approbation par les Gouvernements Contractants, ces propositions seront rassemblées en une annexe qui sera jointe au présent Accord. L'approbation des Gouvernements Contractants sera notifiée par un échange de Notes.

2. Par la suite la Commission Mixte examinera le fonctionnement de l'Accord et proposera aux Gouvernements Contractants toute modification qui paraîtra nécessaire à l'Annexe.

3. Entre les réunions de la Commission Mixte Permanente, des modifications à l'Annexe pourront également être proposées par l'une ou l'autre section sous réserve de l'accord de l'autre.

4. Les modifications à l'Annexe entreranno en vigueur après approbation par les Gouvernements contractants. Cette approbation sera notifiée par un échange de Notes.

Article 19.

Chaque Gouvernement Contractant aura la possibilité de désigner des organisations ou des personnes pour aider ou pour procéder à l'exécution des dispositions tombant sous l'application de cet Accord.

Article 20.

Le présent Accord sera ratifié. Il entrera en vigueur 15 jours après l'échange des instruments de ratification, à Athènes.

Article 21.

Le présent Accord restera en vigueur pour une période de cinq ans au moins. Ultérieurement et à moins qu'il n'ait été dénoncé par un des Gouvernements Contractants, au moins six mois avant l'expiration de cette période, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période de six mois qui suivra la date à laquelle une des Parties Contractantes aura notifié sa dénonciation.

En Foi de Quoi, les Plénipotentiaires soussignés, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Ankara le 20 avril 1951

Pour le Gouvernement Royal Hellénique:

CONTOUMAS

Pour le Gouvernement Turc:

AKDUR.

ΜΟΡΦΩΤΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ  
ΜΕΤΑΞΥ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ  
ΤΗΣ ΤΟΥΡΚΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἡ Βασιλικὴ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Τουρκικὴ Κυβέρνησις.

Ἐπιθυμοῦσαι νὰ συνάψωσι Συμφωνίαν ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς προαγωγῆς διὰ φιλικῆς συνεργασίας καὶ ἀνταλλαγῶν τῆς πληροτέρας δυνατῆς συνεννοήσεως μεταξὺ τῶν οἰκείων αὐτῶν χωρῶν ἐπὶ τοῦ πνευματικοῦ, καλλιτεχνικοῦ καὶ ἐπιστημονικοῦ πεδίου ὡς ἐπίσης καὶ τῆς κατανοήσεως τῶν θεσμῶν καὶ τοῦ κοινωνικοῦ βίου τῶν χωρῶν των.

Διόρισαν κατὰ συνέπειαν, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, Πληρεξουσίους οἱ ὅποιοι δόντως ἐξουσιοδοτημένοι ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ ὑπὸ τῶν οἰκείων αὐτῶν Κυβερνήσεων, συναφώησαν τὰ ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1.

Ἐκάστη τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων θέλει καταβάλλει πᾶσαν προσπάθειαν πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἰδρύσεως εἰς τὰ Πανεπιστήμια ἢ ἕτερα ἐκπαιδευτικὰ ἰδρύματα κείμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς, ἕδρας, μαθημάτων ἢ διαλέξεων πραγματευομένων περὶ τῆς γλώσσης, τῆς φιλολογίας καὶ τῆς ἱστορίας τῆς χώρας τῆς ἐτέρας τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων ὡς καὶ περὶ παντὸς ἄλλου σχετικοῦ πρὸς αὐτὰ ἀντικειμένου.

Ἄρθρον 2.

Ἐκάστη τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων θὰ δύναται νὰ ἐγκαταστήσῃ μορφωτικὰ ἰδρύματα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ἐτέρας, ὑπὸ τὸν ὄρον ὅπως συμμορφωθῆ πρὸς τὰς γενικὰς διατάξεις τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας τῆς ρυθμιζούσης τὴν ἐγκατάστασιν τιοῦτων ἰδρυμάτων.

Ἄρθρον 3.

Αἱ Συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θὰ ἐνθαρρύνουν τὴν ἀνταλλαγὴν μεταξὺ τῶν οἰκείων αὐτῶν χωρῶν, πανεπιστημιακοῦ προσωπικοῦ, καθηγητῶν, φοιτητῶν ἐπιστημονικῶν ἐρευνητῶν, τεχνικῶν καὶ ἀντιπροσώπων ἄλλων ἐπαγγελματιῶν καὶ δράσεων.

Ἄρθρον 4.

Ἐὰν τὰ δικαιώματα ἐγγραφῆς καὶ ἄλλα εἰς τὰ Πανεπιστήμια καὶ τὰ ἐπιστημονικὰ ἰδρύματα μιᾶς τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων εἶναι ἀνώτερα εἰς τὴν μίαν ἢ εἰς τὴν ἄλλην χώραν, ἡ Συμβαλλομένη Κυβέρνησις τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν τὰ δικαιώματα εἶναι ἀνώτερα, θέλει ἀντιμετωπίσει τὴν δυνατότητα ἐλαττώσεως τῶν δικαιωμάτων διὰ γενόμενον ἀποδεκτὸν ἀριθμὸν φοιτητῶν εἰς τὸ ὕψος τῶν ἰσχυόντων εἰς τὴν χώραν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ ἀριθμοῦ τῶν φοιτητῶν τῆς ἰδίας αὐτῆς χώρας οἵτινες σπουδάζουσι εἰς τὴν ἐτέραν χώραν.

Ἄρθρον 5.

Ἐκάστη τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων θὰ θεσπίσῃ ἐπιχορηγήσεις καὶ ὑποτροφίας σπουδῶν ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐπιτραπῆ εἰς τὰς φοιτητὰς ἢ τοὺς διπλωματούχους τῆς χώρας τῆς ἐτέρας Συμβαλλομένης Κυβερνήσεως νὰ περαιοῦνται ἐπὶ τινὰ χρόνον εἰς τὴν χώραν τῆς πρώτης ἵνα ἀναλάβωσιν ἐν αὐτῇ σπουδὰς ἢ ἐρεῦνας ἢ πρὸς ἀποπεράτωσιν τῆς τεχνικῆς αὐτῶν καταρτίσεως.

Ἄρθρον 6.

Αἱ Συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θέλουσι ἐνθαρρύνει, κατὰ τὸ δυνατόν τὴν στενωτέραν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν ἐπιστημονικῶν ἑταιρειῶν τῶν οἰκείων αὐτῶν χωρῶν πρὸς ἀμοιβαίαν πρὸς ἀλλήλας βοήθειαν ἐπὶ τοῦ πεδίου τῆς πνευματικῆς, καλλιτεχνικῆς, ἐπιστημονικῆς, ἀστικῆς καὶ κοινωνικῆς δράσεως.

Ἄρθρον 7.

Ἐκάστη τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων θέλει διευκολύνει τῇ αἰτήσῃ τοῦ ἐτέρου Μέρους καὶ ἐφ' ὅσον τι εἶται θὰ εἶναι δυνατὸν ἐν τῇ πράξει. τὰς ἐπιστημονικὰς καὶ μεροληπικὰς ἐρεῦνας τὰς γινομένας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὑπὸ τῶν ὑπηρετῶν ἢ ὁμάδος ὑπηρετῶν τοῦ ἐτέρου Μέρους.

Ἄρθρον 8.

Αἱ Συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θὰ μελετήσωσι τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους θὰ δύναται νὰ ἀναγνωρίζεται τὸ ἰσοτίμον τῶν ἐξετάσεων τῶν εἰσαγωγικῶν ἐξετάσεων ὅσον καὶ τῶν ἐτησίων ἐξετάσεων. Ἡ ἐπέστη τ.ε. ὡς πρὸς τὴν

απόκτησιν νομίμου ακαδημαϊκού βαθμού ή, εις ώρισμέναις περιπτώσεσι, επί επαγγελματικῶν τινι σκοπῶ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς μιᾶς ἢ τῆς ἄλλης χώρας, πρὸς τὰς ἀντιστοιχοῦς δοκιμασίας εἰς τὴν ἑτέραν χώραν.

Ἄρθρον 9.

Ἐκάστη τῶν Συμβαλλόμενων Κυβερνήσεων θέλει ἐν-  
οχρῶναι τὸ σύστημα τῶν θερινῶν μαθημάτων διὰ τὸ πα-  
νεπιστημιακὸν προσωπικόν, τοὺς καθηγητὰς, τοὺς φοιτητὰς  
ὡς καὶ τοὺς μαθητὰς (α) μιᾶς τῶν χωρῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους  
τῆς ἑτέρας καὶ (β) ἀντιθέτως τῆς τελευταίας αὐτῆς χώρας  
ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς πρώτης.

Ἄρθρον 10.

Αἱ Συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θέλουσιν ἐνθαρρύνει,  
διὰ προσκλήσεων καὶ ἐπιχορηγήσεων, τὰς ἀμοιβαίας ἐπι-  
σκέψεις ἀποστολῶν ἐκλεγομένων πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον,  
ἐπὶ τῷ τέλει προαγωγῆς τῆς μορφωτικῆς καὶ επαγγελμα-  
τικῆς συνεργασίας.

Ἄρθρον 11.

Αἱ Συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θέλουσιν ἐνθαρρύνει  
τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν ὁργανώσεων νεολαίας καὶ τῶν  
ὁργανώσεων ἀνδρῶν τῶν ἐπιδιωκουσῶν ἐκπαιδευτικὸν σκο-  
πὸν καὶ ἀνεγνωρισμένον ὑπὸ τῶν οἰκείων αὐτῶν χωρῶν.

Αὗται θέλουσι ἐνισχύσει τὴν προσέγγισιν, τὰς συναντή-  
σεις καὶ τὴν ἀλληλοβοήθειαν ἐπὶ τοῦ πεδίου τῶν σπῆρ καὶ  
τοῦ προσκοπισμοῦ καὶ θὰ ὁργανώσουν προσκοπικὰ ταξίδια  
καὶ καταυλισμούς.

Ἄρθρον 12.

Αἱ Συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θὰ παρέχουν πρὸς ἀ-  
λήλας βοήθειαν πρὸς ἐξασφάλισιν εἰς ἑκάστην χώραν καλλι-  
τερέας γνώσεως τῆς μορφωτικῆς διπλήσεως τοῦ ἑτέρου  
διὰ τῶν ἀκολουθῶν μέσων :

- α) βιβλίων, περιοδικῶν καὶ ἄλλων δημοσιευμάτων,
- β) διαλέξεων καὶ συναυλιῶν.
- γ) καλλιτεχνικῶν καὶ ἄλλων μορφωτικοῦ χαρακτῆρος  
ἐκθέσεων.
- δ) δραματικῶν παραστάσεων.
- ε) ραδιοφωνίας, κινηματογραφικῶν ταινιῶν, δίσκων  
γραμμοφώνου καὶ ἄλλων μηχανικῶν μέσων.

Ἄρθρον 13.

Αἱ Συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θὰ παρέχουν πρὸς  
ἀλλήλας βοήθειαν διὰ :

τὴν ἀνταλλαγὴν ἀρχαίων ἀντικειμένων καὶ ἀντικειμέ-  
νων μουσείων, ὧν αἱ δύο χώραι κατέχουσι πλεονάζοντα  
ἀντίτυπα.

τὴν ἐνημέρωσιν τῶν ἐνδιαφερομένων εἰδικῶν τῆς γεί-  
τονος χώρας ἐπὶ ἐνεργουμένων ἐρευνῶν καὶ ἀρχαιολογι-  
κῶν ἀνασκαφῶν, ἐπὶ ἐπιδιορθώσεων καὶ ἀναστηλώσεων  
ἱστορικῶν μνημείων ἢ τὴν πρόσκλησιν αὐτῶν νὰ μετα-  
σχουν εἰς τὰ ἔργα ταῦτα ἐξασφαλίζοντες οὕτω ἀμοιβαίαν  
συνεργασίαν εἴτε εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἔργων εἴτε εἰς τὴν  
ἐκτίμησιν τῶν ἐπιτυγχανομένων ἀποτελεσμάτων.

τὴν χορήγησιν ἀμοιβαίας ἀδείας ἐντὸς τοῦ πλαισίου  
τῆς οἰκείας τῶν δύο Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων νομο-  
θεσίας, πρὸς λήψιν ὁμοιομάτων ἀρχαιολογικῶν ὑλικῶν  
καὶ ὑλικῶν μουσείων, πρὸς φωτογράφισιν χειρογράφων  
διατηρουμένων εἰς βιβλιοθήκας, τὴν προσωρινὴν παρά-  
δοσιν τῶν ρηθέντων χειρογράφων καὶ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν  
πλεοναζόντων ἀντιτύπων αὐτῶν ὡς καὶ τὴν χρησιμοποίησιν  
τῶν ἐγγράφων καὶ βιβλίων οἰασδήποτε φύσεως κρατικῶν  
ἀρχείων (συμπεριλαμβανομένων τῶν ἀρχείων τῶν δικα-  
στικῶν ἀρχῶν καὶ τοῦ κτηματολογίου) δι' ἱστορικὰς με-  
λέτας.

Ἄρθρον 14.

Αἱ Συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θὰ μεριμνοῦν, ἐντὸς  
τῶν ἐπιτρεπομένων ὑπὸ τῆς οἰκείας αὐτῶν ἐσωτερικῆς  
νομοθεσίας ὁρίων, ἵνα, τὰ σχολικὰ βιβλία τὰ ἐκδιδόμενα  
εἰς τὰς δύο χώρας, μὴ περ ἔχουσι ἀνακριβείας ἀναφερο-  
μέναις εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 15.

Αἱ Συμβαλλόμεναι Κυβερνήσεις θὰ ἀνταλλάσσουσι  
γνώμας ἐπὶ τῆς χρησιμότητος ἐνθαρρύνσεως συναντήσεων  
ἐμπειρογνομόνων καὶ διασκέψεων πρὸς μελέτην τῶν μορ-  
φωτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν προβλημάτων τῶν ἐνδιαφε-

νονται αἱ δύο χώραι.

Ἄρθρον 16.

Πρὸς ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, θέλει συ-  
σταθῆ Μόνιμος Μικτὴ Ἐπιτροπὴ περιλαμβανουσα τέσ-  
σαρα μέλη ἅτινα δὲν εἶναι ἀπαραίτητον νὰ εἶναι κρατικά  
ὄργανα. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ περιλαμβάνῃ δύο τμήματα,  
τὸ ἓν ἀποτελούμενον ἐκ μελῶν Ἑλλήνων καὶ ἑδρεῖον ἐν  
Ἀθήναις καὶ τὸ ἕτερον ἀποτελούμενον ἐκ μελῶν Τούρκων  
καὶ ἑδρεῖον ἐν Ἀγκύρᾳ. Ἐκαστὸν τμήμα θὰ περιλαμβάνῃ  
δύο μέλη. Τὸ Ἑλληνικὸν Ὑπουργεῖον Δημοσίας Ἐκπαι-  
δεύσεως ἀπὸ συμφώνου μετὰ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ὑπουργεῖου  
Ἐξωτερικῶν, θὰ διορίσῃ τὰ μέλη τοῦ Ἑλληνικοῦ τμήματος  
καὶ τὸ Τουρκικὸν Ὑπουργεῖον Ἐθνικῆς Παιδείας ἀπὸ συμ-  
φώνου μετὰ τοῦ Τουρκικοῦ Ὑπουργεῖου Ἐξωτερικῶν, θὰ  
διορίσῃ τὰ μέλη τοῦ Τουρκικοῦ τμήματος. Ἐκαστος κατὰλο-  
γος θὰ διαβιβάζεται πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὴν ἑτέραν τῶν Συμ-  
βαλλομένων Κυβερνήσεων, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 17.

Ἡ Μόνιμος Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται εἰς γενι-  
κὴν συνεδρίασιν ὁσάκις θὰ καθίσταται αἰσθητὴ ἢ πρὸς  
τοῦτο ἀνάγκη, τοῦλάχιστον δὲ ἅπαξ τοῦ ἔτους, ἐναλλάξ  
ἐν Ἑλλάδι καὶ ἐν Τουρκίᾳ.

Διὰ τὰς συνεδριάσεις ταύτας αἱ Ἐπιτροπαὶ θὰ συμπλη-  
ροῦνται διὰ πέμπτου προσώπου διοριζομένου ὑπὸ τῆς Κυ-  
βερνήσεως τῆς χώρας εἰς τὴν πρωτεύουσιν τῆς ὁποίας θὰ  
λαμβάνῃ χώραν ἢ συνεδρίασις.

Ἄρθρον 18.

1. Ἐκ τῶν πρώτων σκοπῶν τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς  
θὰ εἶναι νὰ προβῇ κατὰ γενικὴν τινὰ συνεδρίασιν, εἰς τὴν  
ἐκπὸνήσιν λεπτομερῶν προτάσεων, διὰ τὴν ἐφαρμογὴν  
τῆς παρούσης Συμφωνίας. Μετὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτῶν ὑπὸ  
τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων, αἱ προτάσεις αὗται  
θέλουσι συγκεντρωθῆ εἰς παράρτημα συναπτόμενον εἰς τὴν  
παροῦσαν Συμφωνίαν. Ἡ ἔγκρισις τῶν Συμβαλλομένων  
Κυβερνήσεων θέλει κοινοποιηθῆ δι' ἀνταλλαγῆς Διακοι-  
νωτήσεων.

2. Ἐν συνεχείᾳ ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἐξετάζῃ τὴν  
λειτουργίαν τῆς Συμφωνίας καὶ θέλει προτείνει εἰς τὰς  
Συμβαλλόμενας Κυβερνήσεις πᾶσαν τροποποίησιν τοῦ Πα-  
ραρτήματος θεωρηθῆσασμένην ἀναγκαίαν.

3. Μεταξὺ τῶν συνεδριάσεων τῆς Μόνιμοι Μικτῆς  
Ἐπιτροπῆς δύνανται ὡσαύτως νὰ παραθεῖσι τροποποιή-  
σεις τοῦ Παραρτήματος, ὑπὸ τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἄλλου τμή-  
ματος ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς συμφωνίας τοῦ ἑτέρου.

4. Αἱ τροποποιήσεις τοῦ Παραρτήματος θὰ ἰσχύουν  
μετὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτῶν ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων Κυβερ-  
νήσεων. Ἡ ἔγκρισις αὕτη θὰ κοινοποιῆται δι' ἀνταλλαγῆς  
Διακοινώσεων.

Ἄρθρον 19

Ἐκάστη τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων θὰ ἔχῃ  
τὴν δυνατότητα νὰ διορίσῃ ὁργανώσεις ἢ πρόσωπα ὅπως  
βοηθήσουν ἢ ὅπως προβοῦν εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν σχετι-  
ζομένων πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας ταύτης δια-  
τάξεων.

Ἄρθρον 20

Ἡ παρούσα Συμφωνία θέλει κυρωθῆ. Αὕτη θέλει  
ἰσχύσῃ ἀπὸ τῆς παρελεύσεως δεκαπενθημέρου μετὰ τὴν  
ἐν Ἀθήναις ἀνταλλαγὴν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Ἄρθρον 21

Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ τοῦλά-  
χιστον ἐπὶ μίαν περίοδον πέντε ἐτῶν.

Ἀκολούθως καὶ πλὴν ἂν ἔχῃ καταγγελθῆ ὑπὸ μιᾶς  
τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων ἔξ τοῦλάχιστον μηνῶς  
πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς περιόδου ταύτης θέλει παραμείνῃ  
ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς ἐκπνοῆς περιόδου ἔξ μηνῶν ἀπὸ τῆς  
ἡμερομηνίας καθ' ἣν μία τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων  
θέλει κοινοποιήσει τὴν καταγγελίαν τῆς.

Ἐφ' ᾧ οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν  
τὴν παρούσαν Συμφωνίαν καὶ ἐναπέθεσαν τὰς σφραγι-  
δας των.

Ἐγένετο εἰς διπλὸν ἐν Ἀγκύρᾳ τῇ 20ῇ Ἀπριλίου  
1951.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν : ΚΟΝΤΟΥΜΑΣ